

Extrait du CODESRIA

<http://www.codesria.org/spip.php?article1321>

XIIIème Assemblée générale du CODESRIA : L'Afrique et les défis du XXIème siècle (5-9 décembre 2011, Rabat, Maroc)

- Annonces - Conférences -
Date de mise en ligne : vendredi 15 avril 2011

CODESRIA

Date limite : 31 mai 2011

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) tiendra sa 13ème Assemblée générale du 5 au 9 décembre 2011 à Rabat (Maroc). L'Assemblée générale du CODESRIA, qui se déroule tous les trois ans, est l'un des plus importants événements scientifiques du continent africain. En effet, elle offre une opportunité unique aux chercheurs africains en sciences sociales de réfléchir ensemble sur les grands défis du monde, notamment ceux auxquels l'Afrique est confrontée, ainsi que ceux qui interpellent les sciences sociales en tant que telles. Cette année, le thème du colloque scientifique de la 13ème Assemblée générale du CODESRIA est « **L'Afrique face aux défis du XXIème siècle** ».

Le XXIème siècle, comme celui qui l'a précédé, ne semble pas vouloir rompre avec le paradigme du complexe et de l'incertain. Tout au plus, vient-il confirmer que la proclamation précipitée et imprudente de la « fin de l'histoire », faite par Fukuyama, ne peut légitimement évacuer les questions qui aujourd'hui interpellent, entre autres, le sens et la présence de l'Afrique dans un monde qui voit les puissances émergentes (Afrique du Sud, Brésil, Russie, Inde et Chine) bousculer de plus en plus la géopolitique traditionnelle. La crise financière et ses implications sociales dans certains pays du Nord, de même que la nature de plus en plus globale des problèmes font prendre conscience du besoin vital et impérieux pour les Africains d'investir théoriquement la question de l'avenir de notre continent dans ce nouveau siècle. Cette posture veut montrer que la légitimité de la démarche ne peut se forger que dans la rupture : rupture d'avec l'afro-pessimisme du dehors et du dedans pour montrer que le nouvel ordre politico-économique global n'est pas une fatalité mais aussi rupture d'avec une construction théorique de l'Afrique qui récusait des interrogations comme celles que la Banque mondiale posait en 2000 : « L'Afrique peut-elle revendiquer sa place dans le 21ème siècle ? ». Il s'agit de comprendre pourquoi et comment l'Afrique est encore enjeu/objet stratégique dans le nouvel ordre politico-économique global et quelles sont les opportunités qui lui permettront de repositionner le monde par rapport à son propre objectif qui reste d'apporter le développement (qui selon Sen, doit également être compris comme la liberté) à ses habitants. Il est question aussi de déconstruire ce que d'aucuns ont appelé « l'enfermement de l'Afrique dans la rente », d'appréhender de manière plus critique les opportunités qui s'offrent à ce continent mais aussi les contraintes qui pèsent sur lui, car la question de fond est celle de savoir comment, pour ce 21ème siècle, opposer à « l'invention de l'Afrique » une « invention du monde » par l'Afrique ?

Problématiques mondiales, défis globaux

La mondialisation néolibérale, de plus en plus complexe, les changements dans les relations interculturelles à l'échelle mondiale, les changements climatiques, la pauvreté, le développement vertigineux des villes, la révolution des TIC, l'émergence de la société du savoir, l'évolution des relations de genre et des relations intergénérationnelles, l'évolution des spiritualités et celle du statut et de la place de la religion dans les sociétés modernes, l'émergence d'un monde multipolaire et le phénomène des pays émergents du Sud font parties des réalités de notre monde qui sont débattues tant par les universitaires que par les décideurs. Certaines ont été identifiées, par l'édition 2010 du Rapport mondial sur les sciences sociales, comme des défis majeurs du 21ème siècle.

Les discussions sur le changement climatique, comme celles sur les pays dits émergents, sont beaucoup plus importantes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a 30 à 40 ans. Si le Sommet de Rio sur l'environnement fut un moment fort dans la mobilisation de la communauté internationale face aux défis découlant du réchauffement de la planète, de tels sommets étaient rares. Or, en moins de deux ans, se sont tenus le Sommet de Copenhague et le Sommet de Cancun sur les changements climatiques et un autre sommet devrait se tenir prochainement sur ces questions à Durban (Afrique du Sud). De même de grands programmes internationaux sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, tels que REDD et REDD+, ont été lancés. Par ailleurs, la création de la zone euro,

tout comme la montée en puissance des pays comme la Chine et l'Inde ont des répercussions dans le monde entier.

La question que l'on doit se poser est celle de savoir comment est-ce que tout cela affecte l'Afrique, et de quelle manière le continent se prépare-t-il à relever ces défis de même que ceux qui se poseront plus tard ? Il est de nos jours assez difficile d'être en phase avec les progrès de la science et de la technologie, y compris dans les domaines des biotechnologies et des nanotechnologies, du génie génétique et autres grands défis scientifiques. Le défi que l'Afrique doit relever est donc non seulement celui de comprendre comment les nouvelles découvertes scientifiques risquent d'avoir un impact sur nos sociétés, mais également celui d'être un « continent de la science » à proprement parler.

La rapidité des changements dans pratiquement toutes les sphères de la vie sociale, aussi bien à l'échelle locale, nationale et continentale, qu'à l'échelle mondiale rend difficile l'identification des défis que l'Afrique devra relever au cours du siècle à venir. La science elle-même est en train de se transformer sous l'effet des changements qui interviennent dans la nature et dans les sociétés. De plus, loin d'être neutres, la science et la technologie sont devenues des acteurs dans les changements qui interviennent dans les systèmes productifs, le commerce, les relations interculturelles, ainsi que dans la recherche et la formulation des réponses aux changements climatiques. La capacité qu'a la science d'anticiper, de lire et d'interpréter les processus de changement a augmenté au fil des années. La capacité de l'Humanité à suivre les évolutions qui s'opèrent dans la nature, et à saisir les grandes tendances dans les changements qui s'opèrent au sein de la société augmentera certainement au fur et à mesure que la science elle-même se développera. Par conséquent, la liste des questions pouvant être considérées comme étant d'importants défis pour le 21ème siècle pourra changer dans le temps.

L'Afrique du XXIème siècle

L'Afrique est entrée dans le 21ème siècle sans que de nombreux problèmes ne soient résolus, notamment les problèmes de pauvreté, d'urbanisation rapide et de gouvernance des villes, la question nationale, l'intégration régionale, l'inégalité entre les genres, l'insécurité alimentaire, les conflits et la violence, et le fait d'occuper une position subalterne, sinon de dominée dans la gouvernance mondiale. Le poids du passé constitue un handicap important pour l'Afrique, notamment celui du colonialisme et du néocolonialisme. Les effets de la traite négrière, de la colonisation et du néocolonialisme que l'Afrique a subi se font encore sentir. La traite négrière, le colonialisme et la domination néocoloniale ont chacun et ensemble eu comme conséquences la suppression des libertés, la violation des droits humains et de la dignité des peuples du continent, ainsi que le pillage des ressources humaines, naturelles et intellectuelles, ce qui a conduit à ce que l'historien panafricaniste Walter Rodney a appelé le « sous-développement » du continent africain. Parmi les grands handicaps du continent, à l'aube de ce XXIème siècle, figurent également le faible niveau d'instruction d'un grand nombre d'Africains, l'absence de techniques modernes de production, de transports, un espace politique fragmenté, et la structure extravertie des économies. Les économies, les institutions d'enseignement supérieur et les cultures des élites ont été fortement marquées, non pas par une philosophie et des stratégies de développement guidées par les intérêts des peuples d'Afrique, mais par des influences, pas forcément libératrices, venant des pays du Nord.

Néanmoins, l'Afrique de la fin de la première décennie du 21ème siècle n'est pas exactement la même que l'Afrique du début des années soixante qui venait à peine de se libérer de la domination coloniale. De même, les défis d'aujourd'hui ne sont pas ceux des années 60. Même s'il en existe certains auxquels le continent continue d'être confronté depuis le début des années d'indépendance, ils se posent différemment dans le contexte actuel. Ceci est particulièrement vrai pour les questions de gouvernance et de développement qui, pour la plupart, sont toujours en attente de solutions.

Or, tout porte à croire que ces questions ont pris une ampleur et une pertinence particulière. La célébration du 50ème anniversaire des indépendances africaines en 2010 a donné l'occasion aux chercheurs africains de faire le

bilan de 50 ans d'indépendance, un bilan somme toute mitigé. Certes, il y a eu de nombreuses réalisations en termes de développement social et économique. Des progrès énormes ont été faits en matière d'éducation et de santé, et certains pays ont réussi à bâtir des systèmes de gouvernance démocratique, notamment après la vague de conférences nationales (en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale) de la fin des années 1980 et au début des années 1990. La chute des régimes autoritaires, la fin de l'Apartheid, l'alternance dans des pays comme le Sénégal, et les mutations profondes intervenues en Tunisie (la Révolution du jasmin), en Égypte et ailleurs en Afrique du Nord, ont rendu les perspectives de démocratisation et de développement de l'Afrique beaucoup plus réelles.

Cependant, même avec ces transformations politiques récentes, les questions de gouvernance font toujours partie des grands défis que notre continent doit relever. En effet, l'Afrique vit encore le paradoxe qui consiste à avoir des populations pauvres vivant dans des pays qui regorgent pourtant d'importantes richesses naturelles.

La pauvreté est massive et profondément enracinée, et les processus qui mènent vers l'exclusion et la marginalisation de pans entiers des sociétés africaines sont toujours à l'oeuvre. Or, l'exclusion et la marginalisation sociale et politique des individus, de groupes et classes sociales entières sont à l'origine de nombreux conflits qui ont ravagé divers pays du continent, aggravant par la même occasion le sous-développement et la dépendance internationale.

Certains des « remèdes » à la crise économique et, plus généralement, aux problèmes du sous-développement et de la pauvreté généralisée qui ont été proposés voire imposés à l'Afrique ont, dans certains cas, contribué à l'aggravation des problèmes qu'ils étaient censés résoudre. D'autres, comme le recours aux OGM présentés comme antidote à l'insécurité alimentaire ou comme l'aliénation des terres à grande échelle au profit d'entreprises multinationales produisant des cultures vivrières ou des bio-carburants soulèvent d'importantes questions politiques, sanitaires et éthiques, rendant la question agraire encore plus complexe. La marchandisation qui s'impose à presque toutes les sphères de la nature et de la société, y compris pour ce qui touche aux organes humains, aux ressources forestières et aux sciences sociales elles-mêmes, posent d'énormes défis à la science, même si à certains égards, le processus a orienté le flux de précieuses ressources financières et humaines vers certaines questions essentielles ce qui a conduit à des découvertes majeures qui participent au progrès social. Cependant, selon toutes les indications, à l'exception de quelques-uns, les pays du Sud sont toujours, dans la relation globale qui existe derrière ces processus, dans la position de receveurs/consommateurs, ou au mieux dans le rôle du « passager » au lieu d'être dans celui du « conducteur » dans le processus de mondialisation.

La réflexion devrait également explorer des pistes telles que la mobilité des populations africaines, ses conséquences en termes de citoyenneté et de droits, ses répercussions sur les rapports de genre ; la question des changements climatiques, la gestion des ressources naturelles et le problème de la sécurité alimentaire ; la problématique récurrente de l'intégration africaine avec la mise en exergue de la question de la monnaie et celle des frontières ou encore la gouvernance des villes africaines, dès lors que nombre d'études prospectives identifient l'urbanisation comme une tendance lourde de l'évolution du continent. Ces éléments semblent être des points qui continueront à déterminer l'évolution de l'Afrique.

Il reste qu'une attention particulière doit être portée à l'enseignement supérieur pour l'importance, sans équivalent, que constitue le savoir et surtout pour sa capacité à influencer sur l'ensemble du système. La « vulnérabilité » de l'Afrique ne résulte-t-elle pas de sa place marginale dans l'économie du savoir ? Avec les changements en cours dans l'enseignement supérieur dans le monde et l'affaiblissement de nombreuses universités africaines comme résultat de vingt années de programme d'ajustement structurel (PAS), de fuite des cerveaux et de pure négligence de la part de l'État, la recherche africaine rencontre d'énormes difficultés dans ses tentatives d'étudier et d'interpréter ces phénomènes et d'autres encore.

Les nouvelles technologies, notamment les TIC, jouent un rôle des plus cruciaux dans le développement social,

économique et politique du continent. Le téléphone mobile et les stations de radios FM ont joué un rôle important dans les mouvements politiques et sociaux qui ont conduit à l'alternance qui a marqué la fin de 40 ans de règne du parti qui a gouverné le Sénégal depuis son indépendance. Face aux restrictions imposées aux débats politiques dans de nombreux pays comme la Tunisie, on a vu l'importance qu'a pris l'Internet, et notamment les médias sociaux basés sur l'Internet tels que Facebook et Twitter en tant qu'espaces de luttes démocratiques. La gouvernance de l'Internet, espace géré pour l'essentiel par des entreprises multinationales privées d'un nouveau type (Facebook, Twitter, Google, Youtube, etc.), reste cependant une question à résoudre.

Dès lors la question est la suivante : ce siècle sera-t-il celui de l'Afrique, comme cela est parfois avancé ? Une meilleure façon de poser plus ou moins la même question est de se demander : comment l'Afrique peut-elle prendre son avenir en main et faire de ce siècle celui de sa renaissance ? Mais que signifie faire du 21ème siècle le siècle de l'Afrique et qu'est-ce que cela implique ? Quels sont les principaux défis que le continent, ses peuples et ses diasporas devront surmonter dans les prochaines décennies ? Comment les sciences sociales et humaines seront-elles capables de relever les défis que nous connaissons déjà, et quels types de développement les systèmes africains d'enseignement supérieur et de recherche entreprennent-ils afin d'être capables de préparer l'Afrique à relever les défis auxquels elle devrait faire face dans les prochaines décennies de ce siècle ?

Quel est le rôle des intellectuels en général et du CODESRIA en particulier face à ces défis ? Les enjeux théoriques sont très importants. La construction d'une science autochtone tournée vers la compréhension des réalités sociales africaines a toujours été l'ambition du CODESRIA et de tous les grands intellectuels du continent. La lutte contre les conséquences intellectuelles de la domination occidentale est cependant loin d'être gagnée. La division scientifique du travail dans laquelle l'Afrique est encore principalement perçue comme pourvoyeuse de matériaux brut et inutiles à la transformation des sociétés africaines est toujours en vigueur. L'agenda épistémologique du continent doit encore inclure la transformation de l'ordre épistémologique dominant, qui favorise l'Occident et pénalise le Sud, et l'Afrique en particulier. La valorisation des acquis intellectuels des grands penseurs africains et de la Diaspora tels que Ibn Khaldoun, Ibn Batouta, El-Bekri, Al Idrissi, Ahmed Baba, Marcus Garvey, WEB Du Bois, Léopold Sédar Senghor, Cheikh Anta Diop, Frantz Fanon, Aimé Césaire, Joseph Ki-Zerbo, Ruth First, Chinua Achebe, Ngugi wa Thiong'o, Wole Soyinka, CLR James, Abdul-Rahman Babu, Sembène Ousmane, Fela Kuti, Tajudeen Abdul-Raheem, Archie Mafeje, Bernard Magubane, Samir Amin, Claude Ake, Ali El-Kenz, Fatima Mernisi, Mahmood Mamdani, Amina Mama, Souleymane Bachir Diagne, Paulin Hountondji, Jean-Marc Ela, Thandika Mkandawire, Fatou Sow, Issa Shivji, Ifi Amadiume, Oyeronke Oyewumi et Omafume Onoge (la liste est longue) doit continuer à faire partie de nos priorités, tout comme le dialogue Sud-Sud et Sud-Nord.

La Conférence de Casablanca, cinquante après

La tenue de la 13ème Assemblée générale du CODESRIA prend place peu après que de nombreux pays d'Afrique aient célébré le cinquantenaire de leur indépendance. Elle intervient également, et il faut le souligner, 50 ans après la tenue de la Conférence de Casablanca (1961), à laquelle Kwame Nkrumah (Ghana), le Mwalimu Julius Nyerere (Tanzanie), Gamal Abdel Nasser (Égypte), Ahmed Sékou Touré (Guinée), Modibo Keita (Mali), Ferhat Abbas (Algérie) et d'autres grands dirigeants d'États africains nouvellement indépendants et des mouvements de libération nationale qui formaient à l'époque le camp progressiste avaient pris part, invités par le Roi Mohamed V du Maroc. Cette conférence a posé les jalons qui ont conduit à la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963. La tenue de la 13ème Assemblée générale du CODESRIA au Maroc permettra de célébrer le cinquantième anniversaire de la tenue de cette conférence, de rendre hommage aux pères fondateurs de l'OUA devenue l'Union africaine (UA), et de poser la question de savoir comment refonder le projet d'intégration africaine et renouveler notre engagement collectif à le réaliser.

L'organisation de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale du CODESRIA sera organisée en trois parties : 1) un colloque scientifique dans le cadre duquel se dérouleront les discussions sur les défis du 21^e siècle et qui comprendra des séances plénières et des sessions parallèles. Place sera également laissée à des initiatives autonomes proposées par des personnes et des institutions de recherches qui en auront les ressources et voudront organiser des panels. Enfin, un certain nombre de grandes personnalités du monde universitaire venant d'Afrique, de la Diaspora et d'autres pays du Sud prendront la parole dans le cadre de grandes conférences ; 2) la célébration du cinquantième anniversaire de la Conférence de Casablanca et 3) des discussions concernant la vie institutionnelle du CODESRIA dans le cadre desquelles seront présentés les rapports du Président du Comité exécutif, de la Présidente du Comité scientifique et du Secrétaire exécutif du CODESRIA, le plan stratégique et les priorités de recherche pour les années à venir, les éventuels amendements à apporter à la Charte du CODESRIA ainsi que l'élection d'un nouveau Comité exécutif, d'un président et d'un vice président du CODESRIA.

A titre indicatif, parmi les questions qu'il serait intéressant d'aborder lors du colloque scientifique, figurent les thèmes suivants :

- ▶ Penser le futur, réinventer notre avenir ;
- ▶ Renégocier la place de l'Afrique dans le monde ;
- ▶ L'intégration africaine ;
- ▶ L'Afrique et les révolutions scientifique et technologique ;
- ▶ Le futur des sciences sociales et des humanités ;
- ▶ Renforcer les systèmes africains d'enseignement supérieur et de recherche ;
- ▶ Changements climatiques, processus d'adaptation et gouvernance ;
- ▶ Dynamiques de population et politiques de populations pour le futur ;
- ▶ Vivre ensemble : citoyenneté locale et panafricaine ;
- ▶ Faire en sorte que la gouvernance fonctionne pour tous les Africains ;
- ▶ Migration, citoyenneté et identité ;
- ▶ Diaspora africaine et présence africaine dans le monde ;
- ▶ Gouverner les villes africaines ;
- ▶ Maintenir la sphère publique ouverte et démocratique ;
- ▶ Transformer l'agriculture africaine ;
- ▶ Le développement industriel à l'ère de la mondialisation néolibérale ;
- ▶ La gestion démocratique et durable des ressources naturelles de l'Afrique ;
- ▶ L'Afrique et les pays émergents : possibilités d'une stratégie africaine d'engagement ;
- ▶ Transformer les relations de genre ;
- ▶ Droit, éthique et société ;
- ▶ Les droits de la personne et la sécurité humaine au 21^{ème} siècle ;
- ▶ Les nouveaux défis en matière de sécurité et paix ;
- ▶ Nouveaux mouvements religieux en Afrique et liberté de pensée et d'expression ;
- ▶ Langues, cultures et arts africains et mondialisation ;
- ▶ L'Afrique et la promesse d'une nouvelle révolution démocratique ;
- ▶ Les nouvelles formes d'hégémonie, nouvelles formes de solidarité.

Les personnes qui souhaitent présenter des communications ou proposer des panels sur l'un des sous-thèmes du colloque ou sur d'autres thèmes sont invitées à envoyer le résumé de leur communication ou de leur proposition de panel à l'adresse indiquée ci-dessous.

La date limite de soumission des résumés de communications et des propositions de panels est le **31 mai 2011**.

Les personnes dont les résumés seront sélectionnés seront informées le 30 juin 2011 au plus tard. La date limite de remise de la version finale des communications est fixée au 31 août 2011

Les résumés des propositions de communications doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Assemblée générale du CODESRIA
Avenue Cheikh Anta Diop X Canal IV,
BP 3304, CP 18524, Dakar, Sénégal
Tel. : +221 33 825 98 22/23 ou +221 33824 03 74
Fax : +221 33 824 12 89
Email : general.assembly codesria.sn
Website : <http://www.codesria.org/>
Twitter : <http://twitter.com/codesria>
Facebook : <http://www.facebook.com/pages/CODES...>